

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Approvisionnement énergétique: plus de la moitié des Québécois (52%) favorables au développement des ressources pétrolières au lieu d'importer tout le pétrole consommé

Toutefois, 45% se disent d'accord avec l'idée du gouvernement d'interdire toute exploration et exploitation pétrolière et gazière

Montréal, QC, 17 mars 2022 — La récente instabilité géopolitique causée par la guerre en Ukraine a souligné l'importance de repenser l'approvisionnement énergétique de l'économie mondiale. Dans ce contexte, un nouveau sondage d'Ipsos commandité pour l'Institut économique de Montréal révèle que plus de la moitié des Québécois (52%) pensent que leur province devrait développer ses propres ressources pétrolières au lieu d'importer tout le pétrole consommé – ceci représente une hausse de 9 points comparativement à l'année dernière. Inversement, près d'un(e) Québécois(e) sur trois (28%) pense qu'il faut continuer d'importer 100% du pétrole consommé et un cinquième (20%) demeure indécis.

Incertitude économique et approvisionnement énergétique

La hausse de l'inflation, des taux d'intérêt et du prix de l'essence semblent avoir contribué à un regain d'inquiétude quant aux fluctuations du secteur énergétique: trois quarts des Québécois (73%) pensent que les taxes et droits imposés sur l'essence sont déjà trop élevés et ne devraient pas être augmentés davantage. Plus encore, plus de la moitié (51%) se disent fortement d'accord, alors que seulement 15% sont en désaccord. Ceux qui sont âgés de 55 ans et plus ont davantage tendance à être d'accord (79% vs 70%: 35-54 et 68%: 18-34), ce qui est également le cas pour les résidents de la région de Montréal (9% vs. 6% pour la région de Québec et 5% pour les autres régions).

Par ailleurs, la moitié des Québécois (50%) pensent que les actions prises par certains groupes environnementaux empêchent un trop grand nombre de projets créateurs d'emplois d'aller de l'avant – ce qui représente une hausse de 9 points par rapport à août 2021. Un tiers (33%) des Québécois sont en désaccord alors que 18% demeurent indécis.

Dans la même veine, moins de la moitié des Québécois (47%, 23% 'tout à fait'; 25% 'un peu') indiquent qu'il est plus important pour eux de créer des emplois dans leur région que de diminuer les émissions de gaz à effet de serre mondiales de 0,06% en atteignant la cible fixée par le gouvernement du Québec pour 2030. Inversement, 41% se disent en désaccord (21% 'un peu'; 20% 'fortement'). Les hommes ont davantage tendance à être d'accord que les femmes par un écart de 7 points de pourcentage.



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Gestion gouvernementale du secteur énergétique

Quant à la gestion du secteur de l'énergie verte par le gouvernement du Québec, plus de la moitié (55%, 22% 'tout à fait'; 33% 'un peu') des Québécois pensent que le gouvernement devrait favoriser la concurrence plutôt que de conserver un monopole sur la production d'hydrogène vert. 19% sont en désaccord et plus d'un quart (26%) ne savent pas. Similairement, plus de la moitié (54%, 21% 'tout à fait'; 33% 'un peu') pensent que le Québec devrait suivre l'exemple de l'Union européenne et désigner le gaz naturel comme une source d'énergie verte; 22% se prononcent contre et 24% demeurent indécis. Pour ces deux propositions, les hommes sont davantage enclins à être d'accord que les femmes selon un écart respectif de 11 points et de 8 points de pourcentage.

Concernant la récente proposition du gouvernement du Québec d'interdire l'exploration et l'exploitation du potentiel pétrolier et gazier du Québec, 45% des Québécois se disent en accord, alors que plus d'un tiers sont en désaccord. Si cette idée était appliquée, plus de la moitié (51%) sont d'avis que les compagnies détenant des permis d'exploitation devraient être dédommagées selon la juste valeur marchande de leur permis.





COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Méthodologie du sondage

Les résultats présentés dans ce rapport sommaire sont issus d'un sondage d'Ipsos tenu pour le compte de l'Institut économique de Montréal, du 25 février au 2 mars 2022. Un total de 1 007 Québécois(es) de plus de 18 ans ont pris part à ce sondage en ligne. Une pondération a été appliquée à l'échantillon total pour assurer que la composition de l'échantillon final soit représentative de la population adulte selon les données du recensement. La précision des sondages non-probabilistes d'Ipsos est plutôt mesurée par un intervalle de crédibilité. L'intervalle de crédibilité pour ce sondage est de $\pm 3,5\%$, dans 19 cas sur 20. Tous les sondages par échantillon peuvent être soumis à d'autres sources d'erreur, incluant une erreur de couverture ou de mesure.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Sébastien Dallaire
Premier vice-président, Ipsos Canada
Directeur général, Ipsos Québec
sebastien.dallaire@ipsos.com

À Propos d'Ipsos

Ipsos est la troisième plus grande compagnie d'études de marché dans le monde, étant présente dans 90 pays et employant plus de 18 000 personnes.

Nos équipes de professionnels, analystes et scientifiques passionnées ont bâti des domaines d'expertise multidisciplinaires qui fournissent à nos clients une compréhension réelle et approfondie des actions, opinions et motivations des citoyens, consommateurs, patients, clients ou employés. Nous servons plus de 5 000 clients dans le monde avec plus de 75 solutions d'affaires.

Fondée en France en 1975, Ipsos est coté en bourse à Euronext Paris depuis juillet 1999. La compagnie fait partie des index SFB 120 et Mid-60 et est éligible au Service de règlement différé (SRD).

ISIN code FR0000073298, Reuters ISOS.PA, Bloomberg IPS:FP

www.ipsos.com

555-1440 rue Sainte-Catherine Ouest
Montreal (Quebec) H3G 1R8
+1 514 861-8555

Contact: **Sébastien Dallaire**
Premier vice-président, Ipsos Canada
Directeur général, Ipsos Québec
Tél: +1 514 904 4324
sebastien.dallaire@ipsos.com

GAME CHANGERS

